



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Berne, 7 novembre 2017

Aide sociale dans les villes : les enfants, un risque de pauvreté

Les villes suisses accusent en 2016 une hausse du nombre des bénéficiaires de l'aide sociale : sur les 14 villes étudiées, le nombre de dossiers a augmenté de 5,2%. Pour la première fois, le risque de dépendre de l'aide sociale a été mesuré selon le type de ménage et de famille. On voit ainsi que les personnes qui recourent le plus souvent à l'aide sociale sont celles qui vivent seules. Autre constat : les enfants comportent un réel risque de pauvreté. La majorité des mères jeunes élevant seules leurs enfants dépend ainsi de l'aide sociale. Plusieurs villes en Suisse offrent déjà des programmes spécifiques pour ce groupe cible.

Le rapport sur les indicateurs de l'aide sociale, élaboré par la Haute école spécialisée bernoise et par l'Initiative des villes pour la politique sociale, documente les évolutions actuelles dans 14 villes du pays. Publié dans sa 18^e édition cette année, il paraît aussi pour la première fois en français. Dans leur rôle d'acteurs principaux du secteur de l'aide sociale, les villes fonctionnent comme un système d'alerte précoce des changements sociétaux. Les 14 villes impliquées cette année regroupent environ un quart des bénéficiaires de l'aide sociale inscrits en Suisse.

Nouvel indicateur, nouveau constat

Certains types de ménage et de famille présentent-ils un risque particulier de dépendre de l'aide sociale ? Y a-t-il des différences entre les villes ? Le nouvel indicateur « Taux des ménages à l'aide sociale » établi par l'Office fédéral de la statistique (OFS) permet désormais de répondre à ces questions.

Ainsi, dans toutes les villes étudiées, les ménages familiaux – à savoir les ménages qui comprennent au moins un mineur – sont plus susceptibles de dépendre de l'aide sociale que les ménages sans enfant. Avoir des enfants représente donc en soi un risque de pauvreté, et ce risque augmente de manière significative pour les familles monoparentales et s'avère même extrêmement élevé pour le (petit) groupe constitué des mères de moins de 25 ans élevant seules leurs enfants : en moyenne sur les villes étudiées, plus de 80% de ces ménages dépendent de l'aide sociale.

Les enfants comme facteur de risque de pauvreté : solutions proposées par les villes

Bon nombre de grandes villes, notamment Berne et Bâle, ont déjà réagi à cette situation au travers de programmes spécifiques pour les familles monoparentales. Car la pratique le montre : offrir un conseil individuel et permettre le rattrapage d'une formation professionnelle constitue souvent la clé permettant aux intéressés de s'émanciper définitivement de l'aide sociale.

Il s'agit toutefois aussi de prévoir des structures d'accueil extrafamilial en suffisance et financièrement abordables afin d'assurer la compatibilité entre travail et famille. L'Initiative des villes pour la politique



sociale s'engage pour une politique globale de l'éducation de la petite enfance de sorte à garantir également aux enfants socialement défavorisés des bonnes chances de départ.

Les prestations complémentaires pour familles se révèlent un instrument efficace pour lutter systématiquement contre la pauvreté des familles. C'est ce que montre l'exemple de Lausanne qui compte moins de familles à l'aide sociale grâce à ce type de soutien.

Hausse extraordinaire des cas à l'aide sociale

Sur les 14 villes impliquées, l'augmentation moyenne des dossiers à l'aide sociale en 2016 est de 5,2%, donc davantage que les années passées (augmentation inférieure à 3%). Le chômage marque également une hausse dans presque toutes les villes, notamment à Schlieren, Bienne et Winterthur. Le risque de dépendre de l'aide sociale s'intensifie aussi pour la population étrangère, et de plus en plus de personnes issues de pays extra-européens ont besoin de soutien. A cet égard, l'Initiative des villes pour la politique sociale estime essentiel d'engager des mesures d'intégration dans le domaine de l'asile le plus rapidement possible et de manière ciblée, avec un soutien financier ad hoc de la Confédération. En outre, il est avéré que le statut de séjour de l'admission provisoire entrave l'intégration dans le monde du travail. Les associations de villes et de communes soutiennent donc clairement la création d'un nouveau statut de protection, comme proposé le Conseil fédéral et déjà approuvé par le Conseil national. Le dossier se trouve maintenant au Conseil des Etats.

Lausanne : efficacité démontrée des systèmes sociaux en amont de l'aide sociale

L'évolution de l'aide sociale en ville de Lausanne est étonnante : au contraire des autres villes, on a réussi là à freiner considérablement l'évolution du nombre de cas depuis 2012 et à réduire le taux d'aide sociale. Ce résultat est dû principalement à certaines prestations introduites dernièrement dans le canton de Vaud, dont notamment les prestations complémentaires pour familles, les rentes-pont ainsi que des programmes ciblés pour les jeunes adultes. Ces mesures sociopolitiques systématiques destinées à des groupes à risque spécifiques ont des effets positifs sur l'évolution de l'aide sociale et contrecarrent la stigmatisation des personnes concernées.

Les indicateurs de l'aide sociale 2016 en bref

- **14 villes** : Le rapport sur les indicateurs de l'aide sociale, qui se fonde sur des évaluations de la statistique suisse de l'aide sociale établie par l'Office fédéral de la statistique (OFS), implique cette année 14 villes : Bâle, Berne, Bienne, Coire, Lausanne, Lucerne, Saint-Gall, Schaffhouse, Schlieren, Uster, Wädenswil, Winterthur, Zoug et Zurich.
- **Les villes davantage concernées** : Le taux d'aide sociale – à savoir le rapport entre le nombre des bénéficiaires de l'aide sociale et la population totale – s'avère plus élevé dans les villes et les communes d'agglomération que dans les régions à caractère plus rural. Les 14 villes comparées dans le rapport sur les indicateurs de l'aide sociale accueillent 26% des bénéficiaires de l'aide sociale enregistrés en Suisse.
- **Différences est-ouest** : Le risque de dépendre de l'aide sociale est plus important dans les villes de Suisse occidentale et dans les grandes villes de Suisse alémanique avec fonction de centre que dans les petites villes de Suisse alémanique.



- **Augmentation des dossiers de 5.2%** : Sur les 14 villes étudiées, le nombre des dossiers à l'aide sociale enregistre une hausse moyenne de 5.2% par rapport à l'année précédente.
- **Le plus souvent des personnes seules** : Les dossiers concernent le plus souvent – à savoir dans 70% des cas – des personnes seules ; les familles monoparentales viennent en deuxième position et représentent 15% à 21.5% des dossiers, selon la ville considérée.
- **Les enfants exposés au risque de pauvreté** : Le taux d'aide sociale chez les enfants est nettement supérieur à la moyenne dans toutes les villes. Les mères âgées de moins de 25 ans élevant seules leurs enfants peuvent se trouver dans une situation de pauvreté extrême : plus de 80% de ces ménages dépendent de l'aide sociale.
- Le risque de dépendre de l'aide sociale pour la **population étrangère** a augmenté dans la plupart des villes.
- **Trois ans et demi en moyenne** : La durée moyenne de soutien par les services sociaux n'a guère varié par rapport à l'année précédente et se situe actuellement à 42 mois.

Informations complémentaires

Cf. site www.initiative-villes.ch > Indicateurs de l'aide sociale :

- Comparaison des indicateurs de l'aide sociale dans des villes suisses, rapport 2016
- Projets municipaux pour jeunes mères et jeunes adultes :
[https://staedteinitiative.ch/fr/Info/Themes_des_assemblees/Jeunes_en_rupture_\(112017\)](https://staedteinitiative.ch/fr/Info/Themes_des_assemblees/Jeunes_en_rupture_(112017))

Les coordonnées des personnes de contact dans les villes impliquées se trouvent dans la liste ci-jointe. Le secrétariat de l'Initiative des villes pour la politique sociale se tient à disposition pour tout renseignement complémentaire : 052 267 59 57, info@staedteinitiative.ch

L'Initiative des villes pour la politique sociale

L'Initiative des villes pour la politique sociale défend les intérêts de politique sociale de quelque 60 villes de toutes les régions de la Suisse. Elle s'engage pour un système de sécurité sociale cohérent et pour une bonne collaboration entre les villes, la Confédération et les cantons.

L'Initiative des villes pour la politique sociale est une section de l'Union des villes suisses.